L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAU No 10, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 5 AOUT.

ADRESSE
du Comité Central d'Etat
DES DÉMOCRATES DE LA LOUISIANE

Aux Démocrates démocrates et conservateurs de la Louisiane.

En vue de la Convention qui doit se tenir à la Nouvelle-Orléans, le second lundi de septembre prochain, et des grands intérêts engagés dans l'élection de novembre, le Comité Central Démocratique d'Etat croit de son devoir d'éclairer son peuple sur la condition politique de l'Etat, et de faire un énergique appel à tous les votants conservateurs, pour qu'ils aident à délivrer l'Etat des mains des hommes corrompus qui l'ont gouverné depuis 1867.

Le moment est favorable, l'espoir est plein de promesses. Nous n'avons qu'à nous unir, à nous organiser et à marcher à la victoire. D'autre Etats nous ont donné l'exemple. Au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest, les folies et les crimes du parti radical ont pour seulement éveillé chez les populations le sentiment du danger, mais les ont animées d'un esprit de justice réparatrice envers ceux qui ont fait naître et marchandise de leurs loyaux et trahi leur mandat. La malhonnêteté et l'incapacité ont conduit et pervertis les affaires nationales au point que ces expressions sont devenues synonimes du parti républicain. L'Oregon a répondu au Connecticut et au New York en déclarant par une victoire de plus de 30,000 voix de majorité, non pas que le radicalisme doit être mais qu'il est vraiment mort.

Bien que notre intention ne soit pas de nous appesantir sur les sujets de politique nationale, il peut être utile de tirer les symptômes indubitables de mécontentement manifestés dans chaque section contre l'administration fédérale actuelle. Pour le peuple des Etats-Unis, centralisation est synonime de despotisme, et les progrès faits dans cette direction par le Congrès ont, à juste titre, alarmé le pays tout entier. Sans aucun respect pour les droits des gouvernés, des Etats ont été subjugués, la représentation au Congrès a été niée, la voix de majorités écrasantes a été dédaignée; et, comme pour mettre le comble à tous ces actes d'injustice et d'usurpation, le Congrès a porté des mains sévilles jusque sur la Cour Suprême. Sous la domination du parti radical, la vénalité et la corruption sont devenues respectables, et le pillage systématique du trésor national est devenu une profession honorable; les impôts ont été secrés terriblement dans l'intérêt d'un odieux système d'espionnage adopté pour la perception; des monopoles énormes ont été créés pour opprimer le travail; et, sous le fallacieux prétexte de secours aux ouvriers, les emplois du gouvernement national sont vendus au plus offrant, ou distribués conformément à un système éhonté de népotisme.

Si ces vices et d'autres semblables d'un parti corrompu ont amené les populations entières des Etats à comprendre les dangers qu'entraînent de leur entêtement, pourra-t-on croire que le peuple de la Louisiane, moins sensible aux abus qui ont surgi dans son gouvernement d'Etat pendant les trois dernières années du joug radical, aux abus qui continuent, menacent de chasser les travailleurs de la capital de l'Etat et de semer le désordre dans le foyer?

On ne contestera pas que notre dernière législature ne fût une honte pour la civilisation et la liberté civile. Elle a foulé aux pieds toutes les vertus qui sont l'apanage des gens honorables et elle a fait un pedestal à chaque crime qu'elle aurait dû réprimer. Ignorance, effronterie et le vice étaient les qualités requises pour occuper un siège sur les bancs radicaux de cette assemblée, et quand le trésor était vide, le peuple, qui avait été le seul imposé, vendus au plus offrant pour des greenbacks, ces membres faisaient simplement honneur à la bande à laquelle ils devaient leur existence officielle.

Le espoir réservé à cette adresse ne permet pas au comité d'entrer dans les détails de tout les actes infâmes passés par la Législature radicale avec l'approbation de l'Exécutif. La dette publique, sous le contrôle radical, est montée de douze à quatre millions de dollars; les taxes se sont élevées, jusqu'à 5 1/2 pour cent, et, tirant presque sur les lettres de la constitution, pas à accorde à des individus et à des corporations des privilèges extraordinaires et exclusifs en construction avec le commerce, l'industrie et le capital; d'énormes sommes ont été accordées aux dépens d'un peuple en pénurie à des particuliers pour des services douteux ou inutiles; et des sinécures inutiles ou oppressives ont été créées pour des places à des vagabonds du parti qui ont mis leur vie en extorquant de l'argent de toutes les industries honnêtes.

Dans l'espoir de se perpétuer au pouvoir, la Législature a passé les lois d'enregistrement, d'élection, et de milice, lois qui ont été jugées par l'Exécutif, les qui ont été les mesures les plus odieuses, les plus injustes et les plus oppressives jamais soumises à la sanction d'un Exécutif dans aucun Etat libre. Elle a passé des lois pour réorganiser le système, antérieur splendide, d'éducation publique, et sans autre motif, il semble, que de dégrader les blancs et de faire de ce parti un abîme entre eux et le peuple de couleur; toutes ces mesures ont été adoptées sous prétexte de régler l'éducation, et les amis du peuple, uniquement pour bâtir des voies à la mécontentement. La législation de 1868, de 1869 et de 1870 a été condamnée par les votants de ces années sous le nom de IGNORANCE, VÉNALITÉ, MÉCONTENTEMENT et OPPRESSION!

Adoptant ces mêmes mots que ces conclusions sont le jugement des ennemis du radicalisme, nous nous proposons de combattre, de partir de toutes ces sévérités et de nous armer des termes choisis dans leurs propres phrases et partis. Il n'y a pas d'esprit plus brillant dans les rangs de notre parti dans l'Etat que Jonas J. Durant, et, comme il est plus certain que ses amis politiques, son désaccord en est que plus concluant pas la vérité de ce que nous avons dit. Dans sa lettre datée du 29 juin 1870, adressée à M. J. S. Sowle, en parlant des mesures radicaux dans cet Etat, il dit:

"Il faut qu'il y ait séparation absolue d'hommes malhonnêtes et incapables qui ont gouverné depuis 1867!"

Voilà un langage énergique, cependant il est surpassé en sévérité par une lettre républicaine qui vient d'être lancée par le comité central d'Etat républicain. Cette adresse dit:

"Moyens et républicains! Après une expérience de deux années, sous la direction de hommes de politiques les plus malhonnêtes et les plus corrompus qui aient jamais souillé l'histoire politique d'aucun des Etats de l'ancienne Union, vous êtes maintenant appelés à surmonter l'EGOÏSME des masses d'hommes politiques qui l'ont amené à la ruine et à une banqueroute!"

On voit par là que notre verdict est appuyé par les hommes principaux du parti républicain, et cependant, au moyen de ces mêmes constatant l'infamie de leur parti, ils sollicitent une continuation de pouvoir du peuple, nous présente un nouveau tableau de l'avenir des Etats-Unis sous le salut du parti dépouvé. Cette épreuve, il partagera inévitable. Il est des villes et des patriotes, et le requiem sera chanté en novembre prochain. Ce verdict n'est pas seulement le cri de celui de tous les hommes honnêtes, exclusif par M. Durant lui-même, qui comprend combien il vaut mieux supporter quelque peu d'être partie que de surgir sous la direction d'aventuriers politiques corrompus et sans cœur qui, s'ils ne sont actuellement notre Etat bien ébranlé, les conséquences pernicieuses des actes du parti radical dans tout l'Etat ont été tellement sentiment partout toutes les classes et gens de couleur, natifs et étrangers. Tous ont été pillés, déçus, opprimés, et, dans la jouissance des droits civils sur toutes les lois humaines et divines. En conséquence, afin de délivrer cet Etat, et de nous affranchir du joug d'hommes incapables et corrompus il faut nous unir comme un seul homme, sans distinction de race, de couleur, ou de condition, et nous les chasser des places du pouvoir, pour mettre dans les emplois publics des gens honnêtes et des patriotes. Les blancs comme les noirs sont identiques dans cette lutte. Les droits et tous les privilèges dont ils ont été privés par la Constitution sacrés, et le devoir de chaque citoyen de veiller à ce qu'ils soient maintenus. Le parti démocrate a toujours hésitant de défendre la Constitution du pays et, aujourd'hui comme dans le passé, il proteste et défendra chaque droit qui dans le et exerciser exercer de tous les droits civils par ce parti. A la dernière élection à New York, si triomphante pour la République, la seule discussion sérieuse qui se fit, c'était qu'il favorisait les droits de couleur dans leurs privilèges constitutionnels. La population de cette Etat peut bien être appelée démocratique continuera à soutenir ces principes qui ont été jusqu'à ce jour la plus grande partie de nos ancêtres. Il est impossible à la dernière législature, il est au pouvoir du peuple de renverser une grande partie des maux que l'ignorance, l'ambition et la vénalité ont commis. Mais nous pouvons nous assurer que de dégrader les blancs et les noirs, en les mettant en opposition entre eux et le peuple, ce de couleur; toutes ces mesures ont été adoptées sous prétexte de régler l'éducation, et les amis du peuple, uniquement pour bâtir des voies à la mécontentement. La législation de 1868, de 1869 et de 1870 a été condamnée par les votants sous le nom de IGNORANCE, VÉNALITÉ, MÉCONTENTEMENT et OPPRESSION!

Adoptant ces mêmes mots que ces conclusions sont le jugement des ennemis du radicalisme, nous nous proposons de combattre, de partir de toutes ces sévérités et de nous armer des termes choisis dans leurs propres phrases et partis. Il n'y a pas d'esprit plus brillant dans les rangs de notre parti dans l'Etat que Jonas J. Durant, et, comme il est plus certain que ses amis politiques, son désaccord en est que plus concluant pas la vérité de ce que nous avons dit. Dans sa lettre datée du 29 juin 1870, adressée à M. J. S. Sowle, en parlant des mesures radicaux dans cet Etat, il dit:

"Il faut qu'il y ait séparation absolue d'hommes malhonnêtes et incapables qui ont gouverné depuis 1867!"

Voilà un langage énergique, cependant il est surpassé en sévérité par une lettre républicaine qui vient d'être lancée par le comité central d'Etat républicain. Cette adresse dit:

"Moyens et républicains! Après une expérience de deux années, sous la direction de hommes de politiques les plus malhonnêtes et les plus corrompus qui aient jamais souillé l'histoire politique d'aucun des Etats de l'ancienne Union, vous êtes maintenant appelés à surmonter l'EGOÏSME des masses d'hommes politiques qui l'ont amené à la ruine et à une banqueroute!"

On voit par là que notre verdict est appuyé par les hommes principaux du parti républicain, et cependant, au moyen de ces mêmes constatant l'infamie de leur parti, ils sollicitent une continuation de pouvoir du peuple, nous présente un nouveau tableau de l'avenir des Etats-Unis sous le salut du parti dépouvé. Cette épreuve, il partagera inévitable. Il est des villes et des patriotes, et le requiem sera chanté en novembre prochain. Ce verdict n'est pas seulement le cri de celui de tous les hommes honnêtes, exclusif par M. Durant lui-même, qui comprend combien il vaut mieux supporter quelque peu d'être partie que de surgir sous la direction d'aventuriers politiques corrompus et sans cœur qui, s'ils ne sont actuellement notre Etat bien ébranlé, les conséquences pernicieuses des actes du parti radical dans tout l'Etat ont été tellement sentiment partout toutes les classes et gens de couleur, natifs et étrangers. Tous ont été pillés, déçus, opprimés, et, dans la jouissance des droits civils par ce parti,